

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
15 septembre 2010  
Français  
Original : anglais

---

**Lettre datée du 13 septembre 2010, adressée au Président  
du Conseil de sécurité par l'Observateur permanent  
de l'Union africaine auprès de l'Organisation  
des Nations Unies**

Au nom de la Commission de l'Union africaine, j'ai l'honneur de transmettre ci-joint le texte de la décision de l'Assemblée AU/Dec.296 (XV) (voir annexe) adoptée à la quinzième session ordinaire de l'Assemblée des chefs d'État de l'Union africaine (UA) tenue le 27 juillet 2010 à Kampala et portant sur la décision relative à la deuxième réunion ministérielle sur le Statut de Rome de la Cour pénale internationale (CPI). Je tiens notamment à appeler votre attention sur les paragraphes 4, 5, 6 et 7 de cette décision (voir annexe) :

Je tiens à souligner que, sur notre continent, des millions d'enfants, de femmes et d'hommes ont été victimes d'atrocités inimaginables qui choquent la conscience de l'humanité. Il est donc hors de doute qu'il faut combattre l'impunité et défendre la démocratie, l'état de droit et la bonne gouvernance dans tout le continent, comme le prescrit l'Acte constitutif de l'Union africaine qui qualifie ces crimes d'inadmissibles pour ses États membres et de fondement juridique suffisant à l'intervention de l'Union dans un État membre sans son consentement.

Or le Conseil de paix et de sécurité (CPS) et l'Assemblée de l'Union africaine ont constamment constaté avec regret que l'inculpation du Président du Soudan Omar Hassan El Bashir pour crimes présumés est intervenue à un moment délicat du processus d'instauration d'une paix durable, de la réconciliation et de la gouvernance démocratique au Soudan. En demandant au Conseil de sécurité d'exercer les pouvoirs visés à l'article 16 du Statut de Rome pour surseoir à ces poursuites, l'Union africaine n'approuve en rien l'impunité. Comme l'ont souligné l'Assemblée et le CPS dans la décision, et à plusieurs occasions, il ne fait pas de doute que, pour instaurer une paix durable et la réconciliation au Darfour, il est impératif de respecter les principes de la responsabilité et de traduire en justice les auteurs de graves atteintes aux droits de l'homme dans cette région. Parallèlement, l'Union africaine continue de souligner qu'il est tout aussi important de veiller à ce que la recherche de la justice se poursuive d'une manière qui ne gênera ni ne compromettra pas les efforts visant à instaurer une paix durable.

En outre, vous le savez, les processus amorcés au Soudan sont trop importants pour l'avenir du pays et la stabilité de la région et même du continent pour qu'on puisse admettre leur échec. Face à la situation au Soudan, l'UA a donc adopté une démarche holistique que partagent l'Organisation des Nations Unies et nombre de



ses partenaires et elle continue de souligner la responsabilité primordiale du Conseil de sécurité pour la paix et la sécurité internationales. Je tiens donc à exprimer la reconnaissance de l'Union africaine pour l'examen positif de cette décision et pour les mesures concrètes que, sous votre sage conduite, le Conseil de sécurité pourra prendre afin de se pencher sur cette question.

L'Observateur permanent  
(Signé) Tete **Antonio**

**Annexe à la lettre datée du 13 septembre 2010, adressée  
au Président du Conseil de sécurité par l'Observateur  
permanent de l'Union africaine auprès de l'Organisation  
des Nations Unies**

[Original : anglais et français]

**Décision sur la mise en œuvre de la décision  
Assembly/AU/DEC.270(XIV) relative à la deuxième  
réunion ministérielle sur le Statut de Rome de la Cour  
pénale internationale (CPI)**

**Doc. Assembly/AU/10(XV)**

*La Conférence,*

1. *Prend note* du rapport intérimaire de la Commission sur la mise en œuvre de la décision Assembly/AU/Dec.270(XIV) adoptée par la quatorzième session ordinaire de la Conférence tenue à Addis-Abeba (Éthiopie) relative à la deuxième réunion ministérielle sur le Statut de Rome de la Cour pénale internationale (CPI) et de l'ensemble des observations formulées par les États membres et *approuve* les recommandations qui y figurent;

2. *Réaffirme* son engagement de lutter contre l'impunité, conformément aux dispositions de l'article 4 h) de l'Acte constitutif de l'Union africaine;

3. *Rappelle* la position africaine exprimée à travers la Décision Assembly/AU/Dec.270 (XIV);

4. *Exprime* son regret de ce que le Conseil de sécurité des Nations Unies n'ait pas tenu compte de la demande de l'Union africaine de surseoir aux poursuites initiées contre le Président Omar Hassan El-Bashir du Soudan, en vertu de l'article 16 du Statut de Rome de la CPI qui autorise le Conseil de sécurité à renvoyer des cas pour une durée d'un (1) an, et *réitère* sa demande antérieure au Conseil de sécurité des Nations Unies;

5. *Réitère* sa décision selon laquelle les États membres de l'UA ne collaboreront pas avec la CPI dans son intention d'arrêter et de livrer le Président Omar El-Bashir du Soudan;

6. *Demande* aux États membres de trouver un juste équilibre, le cas échéant, entre leurs obligations vis-à-vis de l'UA et de la CPI;

7. *Exhorte* tous les États membres à parler d'une seule voix pour faire en sorte que soit adoptée la proposition africaine d'amender l'article 16 du Statut de Rome qui autorise l'Assemblée générale des Nations Unies à assumer les pouvoirs du Conseil de sécurité de renvoyer les cas pour une durée d'un (1) an au cas où le Conseil de sécurité n'aurait pas pris une décision dans un délai déterminé;

8. *Décide* de rejeter momentanément l'examen de la demande de la CPI d'ouvrir un bureau de liaison à Addis-Abeba (Éthiopie) et *demande* à la Commission d'informer en conséquence la CPI;

9. *Exprime sa préoccupation* face à la conduite du Procureur de la CPI, M. Moreno Ocampo, qui ne cesse de faire des déclarations grossières et condescendantes en ce qui concerne l'affaire du Président Omar Hassan El-Bashir du Soudan et dans d'autres situations en Afrique;

10. *Demande* à la Commission de faire régulièrement rapport sur la mise en œuvre de la présente décision.

*Adoptée par la quinzième session ordinaire  
de la Conférence à Kampala (Ouganda),  
le 27 juillet 2010*

---